

TD : Economie générale

Document 1 : Pourquoi Bank Al-Maghrib rachète-t-elle des bons du Trésor auprès des banques ?

La Banque centrale vient d'activer en ce début 2023 un nouvel instrument de politique monétaire assez inattendu : l'injection structurelle de liquidités dans le système bancaire à travers des opérations de rachats de bons du Trésor.

Depuis le début de l'année, deux opérations de ce genre ont été réalisées pour un encours global de 16,3 milliards de dirhams. Une somme injectée directement dans les bilans des banques. Une autre opération est prévue le lundi 23 janvier prochain.

En plus de son caractère inédit, cette politique dite d'"Open Market" crée à première vue de la confusion au sein du marché et envoie un signal contradictoire aux acteurs économiques.

Car elle intervient à un moment où la politique monétaire conduite par Bank Al-Maghrib depuis septembre 2022 vise à juguler l'inflation. L'instrument utilisé jusque-là était le taux directeur, relevé entre septembre et décembre 2022 de 100 points de base.

Pour un expert consulté par Médias24, la décision de Bank Al-Maghrib de recourir à ces rachats vient répondre à une donnée structurelle observée sur le marché monétaire depuis quelques mois : **le déficit de liquidités des banques suite à la hausse de la masse de la monnaie fiduciaire qui circule. Phénomène qui s'est amplifié depuis le Covid-19.**

"Avant, Bank Al-Maghrib pouvait jouer sur le taux de la réserve obligatoire pour faire des injections structurelles de liquidités. Mais ce taux est passé de plus de 16% à 0% aujourd'hui, au moment où les banques présentent chaque semaine au titre des avances à 7 jours des besoins de plus en plus importants...".

Medias24, Le 18 janvier 2023 [texte adapté]

1. Relevez deux actions de la politique monétaire à objectifs contradictoires

Action de la politique monétaire	Impact sur la liquidité bancaire	Objectif final	Nature de la politique monétaire

2. Relevez deux instruments des opérations structurelles de la politique monétaire.

3. Relevez une contrepartie de la masse monétaire.

4. Expliquez l'expression en gras soulignée.

Document 2

✓ Evolution des composantes de la masse monétaire (M3)

AGREGATS DE MONNAIE Encours en MDH	Octobre 2021	Octobre 2022
Monnaie fiduciaire	321 297	344 513
Monnaie scripturale	732 151	795 700
Autres actifs monétaires	.....	306 078
M2	1 226 937	1 318 682
M3	1 545 555	.....

✓ Contreparties de la masse monétaire

	Octobre 2021	Octobre 2022	Variation en %
Créances sur l'économie	1 167 791	1 250 917	
Créances nettes sur l'Administration centrale	270 495	293 706	
Créances nettes sur les non-résidents	317 420	307 317	

1. Calculez pour 2022 : M₃
2. Calculez pour 2021 : les Autres actifs monétaires
3. Calculez et lisez la part de la monnaie scripturale dans la masse monétaire en 2021
4. Complétez le tableau ci-dessus en calculant les variations en pourcentage des contreparties de la masse monétaire
5. Calculez et lisez l'indice de l'évolution de la masse monétaire en 2022 base 100 en 2021
6. Expliquez l'évolution de la masse monétaire.

Document 3

La Loi de Finances (LF) 2023 repose sur une approche réaliste intégrant de nombreuses nouveautés, mais qui pourrait être qualifiée d'optimiste, estiment les analystes d'Attijari Global Research (AGR).

« Notre ressenti à la lecture de cette édition 2023 de la LF est que ce texte repose sur une approche réaliste. Il s'applique à chercher un équilibre entre l'apport de solutions à un contexte international très compliqué, le respect des engagements du Royaume à l'égard des institutions internationales et la poursuite des chantiers structurants », soulignent les analystes dans un « Research Report Macroeconomy ».

Tout d'abord, la LF se donne les moyens pour la relance de l'économie marocaine qui cherche une nouvelle dynamique de croissance, fait observer le document intitulé « Loi de finances 2023 : entre pragmatisme, innovation et ...optimisme », notant que le rebond post-crise Covid-19 a été de courte durée avec une prévision de croissance 2022 du PIB de 1,1% selon BAM seulement contre 7,9% une année auparavant.

A cet effet, la Demande intérieure, pilier de la croissance au Maroc, serait soutenue en 2023 notamment par un budget d'investissement public en hausse de 22% , une enveloppe dédiée à la compensation maintenue à un niveau significatif de 27 MMDH, et une création de 28 mille postes budgétaires contre 27 mille en 2022.

De même, AGR note la poursuite des chantiers structurants avec notamment la généralisation de la couverture médicale qui est à forte connotation sociale, implique un surcoût budgétaire de 9 MMDH en 2023 face auquel le gouvernement accorde une priorité absolue, en dépit des tensions budgétaires liées au contexte actuel. Le texte tient également compte du respect des engagements à l'égard des institutions internationales, en mettant en place un plan de convergence des taux IS tout en élargissant la base des concernés aux exportateurs, aux entreprises opérant dans les Zones d'Accélération Industrielle et à Casablanca Finance City, ces derniers verraient leur compétitivité réduite à l'international, estime AGR

Maroc diplomatique, 16 janvier 2023 [texte adapté]

Données budgétaires des LF (en milliards DH) au Maroc

	LF 2022	LF 2023	variation en %
Recettes de budget général	.....	294.72	15.47%
- Recettes fiscales	.....	264.9	.....
- Recettes non fiscales	24.27	29.82	22.87%
Dépenses du budget général	358.59	408.13	13.82%
- Dépenses de fonctionnement	242.12	271.14	11.99%
- Dépenses en intérêt et commissions se rapportant à la dette	29.07	30.97	6.54%
- Dépenses d'investissement du budget général	87.4	106.02	21.30%
Solde du budget général	-103.35	.....	9.73%

1. Complétez le tableau en calculant les montants manquants
2. Calculez et lisez le solde ordinaire
3. Expliquez l'évolution du solde du budget général en 2023 par rapport à 2022
4. Relevez deux actions de la politique budgétaire en 2023, et montrez l'impact de chacune d'elles sur la croissance économique.
5. Qualifier la politique budgétaire 2023
6. Citez deux limites de la politique de relance et deux de la politique de rigueur.

Le déficit courant de la balance des paiements s'allège sensiblement en 2023 (0,6% du PIB)

Cette évolution est imputable à l'amélioration de l'excédent au titre des échanges de services de +16,9 Mds DH (+132,6 Mds DH au lieu de +115,7 Mds DH) et dans une moindre mesure, à l'amélioration de l'excédent au titre du revenu secondaire à hauteur de +8 Mds DH (+132,6 Mds DH contre +125,6 Mds DH) ainsi qu'à l'allègement du déficit enregistré au titre des échanges de biens à concurrence de 14,8 Mds DH, se situant à -254,3 Mds DH contre -269,1 Mds DH fin 2022. Par ailleurs, le solde déficitaire au titre du revenu primaire a atteint -20,9 Mds DH contre -19,5 Mds DH en 2022.

Le volume des transactions courantes s'établit à 1.560,8 Mds DH contre 1.522,7 Mds DH, en hausse de 2,5% ou +38,1 Mds DH suite à l'accroissement enregistré au niveau des recettes courantes (775,9 Mds DH contre 737,7 Mds DH fin 2022) tandis que les dépenses courantes demeurent stables à 784,9 Mds DH.

Par ailleurs le PIB au prix courants s'est établi pour la première fois à 1430 Mrds DH.

Evolution du solde des transactions courantes et des avoirs officiels de réserve :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Solde du compte courant (en % PIB)	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3	-3,5	-0,6*
Avoirs officiels de réserve en mois d'importations de biens et services	5,4	6,9	7,1	5,3	5,4	5,4

1. Calculez et lisez le solde des transactions courantes en 2023
2. Calculer le solde des invisibles en 2022
3. Sachant qu'en 2023, les importations de biens et services se sont élevées respectivement à **622,2 Mds DH et 125,1 Mds DH**
4. Calculez et lisez le taux de couverture
5. Calculez et lisez le taux de pénétration
6. **Déterminer** l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (méthode développée), sachant que :

x : Solde du compte courant (en % PIB)

y : Avoirs officiels de réserve en mois d'importations de biens et services

$$\Sigma x_i y_i = 92,77 ; \Sigma x_i^2 = 54,91 ; (\Sigma x_i)^2 = 252,81, \bar{Y} = 5,92$$

7. **Calculez** les avoirs officiels de réserve en mois d'importation de biens et services prévisionnels pour un déficit du compte courant de 4% du PIB.